Allemagne : les contrôles inopinés aux frontières introduits en septembre 2024 resteront en vigueur au moins jusqu'à la mi-septembre 2026, après avoir déjà été prolongés à deux reprises (MàJ)

18/02/2026 à 14h26



18/02/2026

L'Allemagne prolonge les contrôles à ses frontières jusqu'en septembre 2026 face à la baisse des demandes d'asile, tandis que les ministres défendent ces contrôles et envisagent de nouveaux plafonds européens pour les suspensions de l'espace Schengen.

L'Allemagne prolongera de six mois supplémentaires les contrôles temporaires à ses frontières, a annoncé lundi (16 février) le ministère de l'Intérieur, qualifiant ces mesures de nécessaires en l'absence d'une « politique migratoire européenne fonctionnelle ».

Les contrôles inopinés introduits en septembre 2024 resteront en vigueur au moins jusqu'à la mi-septembre 2026, après avoir déjà été prolongés à deux reprises, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Leonard Kaminski.

« Les autorités locales sont toujours débordées », a-t-il déclaré. « Nous devons faire davantage pour parvenir à une situation durable pour notre pays et notre société. »

infoMigrants

12/02/2025

Les contrôles temporaires aux frontières allemandes, mis en place en septembre 2024 pour lutter contre l'immigration illégale, vont être prolongés de six mois, a décidé mercredi le chancelier Olaf Scholz. Ces contrôles «réduisent efficacement la migration irrégulière», a fait valoir le dirigeant social-démocrate dans cette annonce faite avant les élections législatives du 23 février où l'immigration s'est imposée comme un sujet politique central. Au nom de la «sécurité intérieure» et de la lutte contre l'immigration clandestine, l'Allemagne avait rétabli des contrôles temporaires à toutes ses frontières le 16 septembre 2024, pour une durée de six mois.

La Commission européenne avait alors rappelé que des mesures de ce type «doivent rester strictement exceptionnelles» et plaidé pour qu'elles soient «proportionnées». En principe, de tels contrôles aux frontières intérieures sont proscrits au sein de l'Espace Schengen, mais en cas de menaces pour l'ordre public ou la sécurité, ils sont possibles pour une durée de six mois, avec prolongation pour une durée totale n'excédant pas deux ans. Berlin a «notifié la Commission européenne» de la reconduction de la mesure de mi-mars à mi-septembre 2025,

indique Olaf Scholz, cité dans un court communiqué.

[…]

Le Figaro

Les contrôles renforcés portent leurs fruits. ZDFheute présente les derniers chiffres de la police fédérale : entre le 16 septembre et fin janvier, plus de 22 000 personnes ont été arrêtées par la police fédérale alors qu'elles tentaient d'entrer illégalement dans le pays. Près des deux tiers d'entre eux, soit environ 15 000, ont été renvoyés.

Alors que la police a enregistré pas moins de 127 000 entrées illégales sur l'ensemble de l'année 2023, ce chiffre était d'environ 83 000 en 2024, soit une baisse de plus d'un tiers. Si l'on compare uniquement la période durant laquelle les contrôles ont été étendus – de la mi-septembre à la fin janvier – la baisse est de près de 60 pour cent par rapport à la même période l'année dernière.Dans le même temps, selon les données de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés, le nombre de demandes d'asile a diminué de près de 30 pour cent l'année dernière par rapport à l'année précédente.

ZDF

31/12/2024

Depuis trois mois, l'Allemagne a réinstauré des contrôles à ses frontières. Selon un premier bilan, près de 1 200 personnes en situation illégale ont été arrêtées dont plus de la moitié arrivant de France. Ces contrôles provoquent d'impressionnants embouteillages pour les frontaliers.

Selon la police fédérale de Coblence qui est compétente pour la Hesse, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, depuis le retour

des contrôles aux frontières décidé par la ministre fédérale de l'intérieur le 16 septembre dernier, 1 159 personnes en situation illégale ont été arrêtées en Allemagne dont 726 arrivant de France, 203 venant du Luxembourg et 63 de Belgique. Des chiffres trop peu importants au regard des conséquences pour les frontaliers selon les détracteurs de cette mesure censée lutter contre l'immigration clandestine.

[…]

La ministre fédérale de l'intérieur en Allemagne espère prolonger ses contrôles au-delà du mois de mars comme prévu pour l'instant, sous réserve d'une réélection aux élections fédérales allemande de février prochain. Côté français, le président du département de Moselle, Patrick Weiten, s'était déjà prononcé lui aussi contre cette mesure avant même qu'elle ne soit en place : "**un retour à des heures sombres, disait-il, que beaucoup n'ont pas vécues**".

France Bleu